

LA TUNISIE, LE MAROC ET LA MAURITANIE RÉAGISSENT AVEC FERMETÉ

Le Maghreb face à ses islamistes

Plusieurs dizaines de terroristes islamistes accusés d'appartenance à des groupes terroristes ont comparu devant les justices tunisienne et mauritanienne, ces deux derniers jours. La Cour d'appel de Tunis a prononcé une condamnation à la peine capitale en plus d'une série de condamnations à la prison à perpétuité. Au Maroc, les autorités ont décidé de dissoudre un parti islamiste suite au démantèlement d'un vaste réseau terroriste.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les Etats du Maghreb tentent de réagir à la montée en puissance du terrorisme islamiste dans la région. La riposte est d'ordre sécuritaire, judiciaire et aussi politique.

La semaine dernière, les services de sécurité marocains ont démantelé un «important réseau terroriste à soubassement jihadiste», composé d'une trentaine de personnes. Un important lot d'armes à feu a été saisi lors de cette opération anti-terroriste. Selon les autorités de ce pays, le réseau, dont le chef est un certain Abdelkader Belliraj, planifiait des attentats au Maroc. «Le réseau terroriste Belliraj projetait de perpétrer des attentats terroristes à l'aide d'armes à feu et d'explosifs et d'assassiner des personnalités marocaines en vue. Des liens avec des groupes et organisations terroristes internationaux, particulièrement Al-Qaïda, le Groupe islamique combattant marocain (GICM) et le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC, algérien,

devenu Branche d'Al-Qaïda au Maghreb islamique)», a indiqué mercredi dernier le ministre de l'Intérieur marocain, Khakib Benmoussa.

L'activité de Abdelkader Belliraj ne s'est pas limitée au Maroc puisqu'il est également soupçonné d'avoir assassiné en 1989 un représentant de la communauté juive en Belgique et deux responsables musulmans opposés à la fetwa visant Salman Rushdie.

Un autre membre de ce groupe, Abdellatif Bekhti en l'occurrence, avait braqué un fourgon de transport de fonds de la Brink's au Luxembourg, en 2000, et réussi à s'évader en 2003 de la prison où il purgeait une peine de 20 ans de réclusion dans ce pays, a rapporté, hier, l'AFP selon une source sécuritaire européenne.

Parti dissous

Au-delà de sa prise en charge sécuritaire, les autorités marocaines ont également pris des mesures «politiques». En effet, le Premier ministre maro-

cain, Abbas El Fassi, a annoncé mercredi dernier la dissolution du parti islamiste Al Badil Al Hadari (Alternative civilisation) dont le chef Mustapha Moatassim est accusé d'être membre du groupe terroriste de Belliraj.

L'interdiction de cette formation islamiste n'est pas sans rappeler le cas du FIS (Front islamique du salut), sauf que la dissolution du parti dirigé par Abassi Madani, avait été prononcée par la justice algérienne.

Autorisé en 2005, Al Badil Al Hadari s'est présenté au scrutin législatif de 2007 mais n'a remporté aucun siège.

Peine capitale et perpétuité

C'est avec la même fermeté que le pouvoir tunisien lutte contre les islamistes. Jeudi dernier, la Cour d'appel de Tunis a confirmé le jugement à la peine capitale de Saber Ragoubi, un des 30 salafistes jugés pour terrorisme et complot.

Cette juridiction a également prononcé sept condamnations perpétuelles et des peines de prison réduites, de 30 à 3 ans de prison ferme, contre certains accusés.

Les membres de ce groupe, connu sous le nom de «Jound Assad Ibn Fourat» ont été jugés pour implication dans les accrochages armés qui ont eu lieu entre décembre 2006 et jan-

vier 2007, au sud de Tunis, qui avaient fait 14 morts, dont un officier et un agent de sécurité. Le noyau de ce groupe, composé d'un Mauritanien et de cinq Tunisiens — dont le chef Lassad Sassi, jihadiste vétéran d'Afghanistan — sont, dans la majorité, morts durant les accrochages avec les services de sécurité tunisiens.

En Mauritanie, autre pays frappé de plein fouet par le terrorisme, sept individus suspectés d'avoir participé à l'attaque de l'ambassade d'Israël à Nouakchott ont été renvoyés devant un juge d'instruction. «Le procureur les avait entendus et relâchés mais leur dossier demeurait ouvert, il les a rappelés aujourd'hui (jeudi) pour réexaminer leur cas, puis il les a renvoyés devant un juge d'instruction», a affirmé à l'AFP une source judiciaire. Le parquet a retenu contre les suspects l'accusation «d'appartenance à une organisation terroriste». Mauritanie, Tunisie, Maroc... ces trois pays du Maghreb ont opté pour la fermeté afin de juguler le phénomène du terrorisme islamiste. Un choix qui tranche avec la position actuelle des autorités algériennes qui font preuve d'un certain «laxisme» envers l'islamisme, notamment depuis la mise en œuvre des politiques de «Concorde civile» et de «Réconciliation nationale».

T. H.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA MAGISTRATURE

Omission dans les décrets présidentiels ?

Le décret présidentiel portant la composition nominative des membres du CSM avec sa nouvelle composante ne voit pas le jour contrairement aux attentes des magistrats qui constatent l'apparition au Journal officiel n°2 du 8 janvier 2008, de deux décrets présidentiels mettant fin aux fonctions de trois membres du CSM et nommant trois autres sans toutefois préciser le motif. Le CSM se trouve alors dans une situation ambiguë de par l'absence d'outils juridiques d'investiture. Comment expliquer alors que parmi tous ses membres, trois seulement sont nommés par décret présidentiel. S'agit-il encore d'une omission ?

Ilhem B. Tir - (Le Soir) - La nomination et la désignation des membres du CSM ont toujours été matière à polémique étant donné les irrégularités et les vices de forme qui n'arrêtaient pas de caractériser la gestion de cette institution.

A chaque fois, les magistrats crient au scandale mais de là à mentionner une personne décédée dans un décret présidentiel, les milieux judiciaires ne peuvent que déplorer l'état de l'instrument juridique.

Pour rappel des faits, le 23 août 2005, le président de la République avait installé officiellement le CSM après avoir désigné les six personnalités hors secteur de la justice et qui étaient : Benchaâbane Hanifa,

Boudjemaâ Dalila, Goual Fafa, Hadache Hamid, Filali Abdelaziz et Kadri Ahmed. Cependant, le décret présidentiel portant la composition nominative des membres du CSM n'a jamais vu le jour comme l'exige la réglementation en vigueur.

Le 1^{er} octobre 2007, le ministère de la Justice avait organisé les élections de renouvellement partiel des membres du CSM décidé le 30 juillet de la même année et dont le mandat expirait le 23 août 2007.

Ces élections, pour rappel, ont concerné les postes de magistrat de siège pour la Cour suprême, un commissaire d'Etat, un magistrat du siège pour les cours et un magistrat

du ministère public. Une opération électorale qui avait provoqué le même jour une grande controverse dans le milieu judiciaire, vu les dépassements qui l'ont caractérisé.

Cependant, le décret présidentiel du 2 janvier 2008 paru au Journal officiel le 8 janvier 2008 met fin aux fonctions de membres du CSM exercées par : Benchaâbane Hanifa, Goual Fafa et Kadri Ahmed. Ce décret est suivi d'un autre, portant nomination de certains membres du CSM.

Il s'agit des trois femmes déjà évoquées lors de nos précédentes éditions et qui sont : Fatiha Hadj Salah épouse Merah, Ghenima Khiair épouse Lahlou et Maya Fadel épouse Sahli.

A première vue, l'on croit que ces personnalités viennent en remplacement des trois premières.

En l'absence toujours de décret portant la composition nominative de tous les membres du CSM installés officiellement par Tayeb Belaïz ministre de la Justice garde des Sceaux le samedi 2 février, dans la discrétion la plus totale en sa qualité de vice-président

du Conseil. Une installation qui aurait été des prérogatives du président de la République, qui reste le président du CSM.

Il se trouve que le M. Kadri Ahmed est décédé en octobre 2006. Il aurait été impératif de désigner une autre personnalité pour le remplacer dans ses fonctions au CSM.

Par ailleurs, et dans sa nouvelle composante, le CSM, qui s'est réuni le 3 février 2008 en comptant les nouveaux membres dont les trois personnalités désignées dernièrement par le président de la République se trouve, selon les spécialistes en droit juridique dans une situation ambiguë de par l'absence d'outils juridiques d'investiture.

Comment expliquer alors que pour les six personnalités désignées, trois soient nommés par décret présidentiel alors que les autres ne le sont pas ?

Quel caractère prennent alors les décisions du CSM qui gère la carrière de centaines de magistrats étant donné les anomalies dans sa composition ? Tant de questions en suspens.

I. T.

VISITE INOPINÉE DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR À ORAN :

«L'intervention rapide doit être une priorité dans les cas de catastrophes naturelles ou industrielles»

La visite d'avant-hier après-midi dans la wilaya d'Oran, du ministre de l'Intérieur n'avait pas été annoncée auparavant, dès lors la presse n'y a pas été conviée, à part l'organe officiel de l'Etat, l'ENTV. Selon les informations recueillies, cette visite inattendue s'inscrit dans le cadre d'une rencontre à laquelle ont pris part le ministre de l'Intérieur, le wali d'Oran, le secrétaire général de l'enseignement supérieur ainsi que le directeur de l'université d'Oran.

La rencontre a eu lieu à la direction de l'enseignement supérieur de l'ex-IAP où nous dit-on, le ministre a pu assister à un exposé autour du rôle du Centre de formation de gestion des plans d'organisation des secours (ORSEC) contre les risques industriels et les catastrophes naturelles.

La présence de Yazid Zerhouni, qui avait décidé, nous dit-on, de prendre part à cette rencontre à la dernière minute, exprimait le souci des pouvoirs publics de se pencher sur la recherche et le développement dans ce domaine, notamment dans le domaine de la gestion des plans ORSEC qui nécessite des moyens technologiques et de savoir-faire permettant une intervention rapide pour une meilleure prise en charge aussi bien des personnes que des biens.

Sachant que les risques de catastrophes naturelles et même industrielles sont présents comme ce fut le cas des inondations de Bab El-Oued en 2001, du séisme du 21 mai 2003 à Boumerdes ou encore l'explosion dans l'une des unités pétrochimiques de Skikda en 2004.

Le souci exprimé, nous dit-on, par le ministre de l'Intérieur à l'adresse des organisateurs de cette rencontre, consiste dans la nécessité d'une intervention rapide, immédiate et efficace.

Ce centre spécialisé dans les risques industriels et dans les catastrophes naturelles, prévoit d'organiser une rencontre internationale les 7 et 8 mai 2008 qui se penchera sur le sujet en question sachant que l'apport de l'expérience étrangère est d'une grande utilité pour l'Algérie.

A. B.

Le site du Soir d'Algérie piraté

Le site du *Soir d'Algérie* (lesoirdalgerie.com) a fait l'objet dans l'après-midi de jeudi d'une attaque qui l'a rendu indisponible pendant quelques heures.

Nos techniciens ont réussi à le redémarrer dès la soirée du jeudi et s'attellent à rétablir, progressivement, toutes les fonctionnalités du site.